

**Votons**  
la  
**cgt**  
Une force  
à vos côtés  
www.cgt.fr

**Prud'hommes**  
3 décembre 2008

**Gagnons des droits pour un quotidien plus sûr**



Vos luttes dans la région  
MOLEX



A la une  
Vivre et travailler  
partout en Midi-Pyrénées



Actualité régionale  
IRT : Calendrier formations 2009

## Dossier

# Elections

La CGT renforce sa place de 1<sup>re</sup> organisation syndicale



## Dossier



## La CGT renforce sa place de 1<sup>re</sup> organisation syndicale

Editorial .....	2
A la une .....	3
• Meeting de rentrée	
Vos luttes dans la région .....	4
• Non à la privatisation de la Poste !	
• Cheminots	
• Airbus	
• Auch	
Professions .....	5
• Agroalimentaire	
• Filière Bois-Papier	
Activité Régionale .....	6
• AGEFIPH	
• Travail décent	
• A vos agendas	
Dossier .....	7
• La rentrée de la CGT	
• Réindustrialiser les territoires	
• Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées	
• Renforcer l'organisation	
Activité CGT/CESR .....	11
• Rencontre avec...	
• Actualité de l'activité CGT	
Actualité CESR .....	12
• Conjoncture 2008	
Vie Syndicale .....	13
• Santé - Action sociale	
• Victoire pour Juliette et la CGT, Leclerc condamné	
Actualité Régionale .....	14
• IRT - Bilan 2003-2007	

**360 milliards d'aides pour les banques, 0 euros pour les salaires !**

**Sarkozy : "Je serai le Président du pouvoir d'achat!"**

**40 000 fins de missions d'intérim,**

**20 000 fin de CDD non renouvelés en novembre !**

**Je suis du côté de ceux qui se lèvent tôt, le président du "travailler plus pour gagner plus"...**

La liste pourrait être longue des déclarations populistes, mensongères de Sarkozy mais ceux qui vivent les réalités au quotidien ne sont pas dupes.

La crise financière, la plus grave depuis 1929 sanctionne l'échec du capitalisme financier. Elle procède d'une profonde et longue récession sociale. Pour la CGT, en sortir passe par la promotion de l'investissement productif, l'emploi qualifié, stable bien rémunéré. A contrario, le sauvetage des coupables de la banqueroute des économies nationales, organisé par les gouvernements va encore amplifier les causes d'une récession économique. Alors que la faim dans le monde pourrait être éradiquée avec 40 milliards, la pauvreté combattue avec 60 milliards, l'addition des fonds mis à la disposition du système bancaire international donne le vertige.

En France, le gouvernement détourne la somme de 515 milliards d'€ pour gaver les hauts-revenus, maintenir sous perfusion la spéculation financière : 65 milliards d'aides publiques aux entreprises, 360 pour 1 plan en faveur des banques, 75 de Niches fiscales, 15 de Paquet Fiscal, ces sommes représentant plus de la moitié des recettes nettes fiscales annuelles.

Il est urgent d'abroger ses mesures coûteuses et injustes sur le plan fiscal et social. Il est urgent de promouvoir des choix axés sur le développement économique, le progrès social et fondés sur une autre répartition des richesses.

Cette situation de régression sociale, les fermetures et les plans de licenciements chez Mollex, Lédar, Bouyer, Tlt, Freescale..., dans les filières automobile ou papetière et nombreux secteurs de l'économie locale, la baisse du pouvoir d'achat, la stagnation des salaires, la précarisation des retraités, de la jeunesse, des femmes, la casse du Code du Travail et de la Protection Sociale, légitiment les propositions de la CGT : la sécurité sociale professionnelle, l'interdiction des licenciements boursiers, le droit de veto des CE. Elles doivent être mises en débat partout.

Dans ce contexte, chaque expression des salariés, chaque élection revêt une importance stratégique, une signification politique forte. Les résultats sont observés de près par le gouvernement. Les dernières élections dans les collectivités territoriales ont démontré la vigueur de la CGT à l'image du Conseil Général du 31 qui renforce le score CGT de + 16 %.

Aux élections prud'hommes le vote des salariés conforte le score de la CGT, sa légitimité et sa crédibilité dans l'action syndicale et la défense des revendications. C'est un plus pour le prochain rendez-vous unitaire, avec grève et manifestation du début d'année 2009 pour les salaires et l'emploi.



# Vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées

## Construire un rapport de force en région

**La question centrale qui nous est posée dans notre activité au quotidien et notamment dans ce contexte de crise économique et sociale, c'est l'emploi. Il détermine un projet de société dans les territoires.**

Aujourd'hui, la politique capitaliste est basée sur la rentabilité financière au service des actionnaires pour gonfler leurs dividendes au détriment de ceux qui créent la richesse dans l'entreprise, je veux parler des salariés. Ils sont les premières victimes avec les privés d'emploi et les retraités. C'est à partir de cette analyse et pour construire un rapport de force en région, que nous avons décidé lors de notre comité régional en lien avec les décisions de notre conférence régionale, de travailler et d'élaborer des projets revendicatifs en territoire à partir des bassins d'emploi. Une première initiative est en cours de réalisation, c'est dans le territoire du Couserans. Notre réflexion sur le devenir du territoire s'est accélérée suite à la fermeture du site de Lédar. Nous nous sommes donc réunis l'UD de l'Ariège, l'UL de saint Giron, la profession et la région et nous avons validé de construire un projet revendicatif sur ce territoire. Comme point d'appui dans la construction de ce projet, c'est la filière bois papier avec la proposition de la CGT sur la réindustrialisation du site. Une réunion est prévue le 10 décembre avec l'ensemble de nos forces CGT sur le bassin d'emploi pour élaborer un diagnostic précis afin d'établir des propositions pour le déve-

loppement du territoire. Pour affiner nos propositions et les faire vivre et partager par l'ensemble des salariés, les privés d'emploi et les retraités, nous organisons un débat public le 19 décembre; Cette initiative a pour but de créer davantage le rapport de force dans nos territoires dont nous avons tant besoin pour obtenir des avancées et conquêtes sociales. Cette dynamique se construit aussi dans le département du Tarn et Garonne et du Lot. Pour avoir une cohérence régionale plus forte dans notre activité, notre ambition est de créer cette dynamique sur l'ensemble de

**la politique capitaliste est basée sur la rentabilité financière au service des actionnaires**

nos 18 bassins d'emplois. Nous ne partons pas de rien, car déjà des débats publics ont eu lieu dans certains territoires sur le projet de loi "Patient, territoire, hôpital", à partir de ces initiatives nous devons amplifier notre réflexion sur le contenu d'un projet revendicatif en territoire.

**En s'appuyant sur ce travail en territoire, nous allons organiser une conférence régionale qui s'intitulera "les filières industrielles de Midi-Pyrénées", et qui portera les propositions de la CGT en matière de développement industriel diversifié et de financement d'une politique industrielle.**

Le groupe de travail régional va se réunir le 9 janvier avec les animateurs CGT des terri-

toires. Bien entendu, nous pourrions nous appuyer sur le bon score réalisé par la CGT dans les territoires et cela va nous permettre ainsi de renforcer notre organisation syndicale pour peser plus sur les choix politiques en région.



# Non aux licenciements boursiers à MOLEX



Après avoir été racheté en 2004 par MOLEX (USA), cette usine de fabrication de connectique automobile qui emploie 300 salariés à VILLEMUR sera délocalisée en Slovaquie. L'annonce est tombée le 23 octobre 2008 : la Direction a convoqué les syndicats pour confirmer la cessation d'activité programmée de l'usine de Villemur d'ici l'été 2009. Pour éviter tous dérapages des salariés le jour de l'annonce, la Direction a pris soin de faire venir la gendarmerie et des huissiers devant l'usine.

Cette entreprise fait des bénéfices : 500 000 € en 2007, 1.2 millions d'euros en 2008, et pour le 1er trimestre 2009 500 000 € (l'année fiscale aux USA est comprise entre le 1er juillet et le 30 juin). La Direction utilise la crise financière pour procéder à une délocalisation entière de toutes les activités de l'usine vers la Slovaquie.

Le 6 novembre 2008, à eu lieu une opération "ville morte" à l'initiative de la municipalité, à VILLEMUR/TARN, pour la sauvegarde de l'usine MOLEX.

Le cortège était composé de salariés, des organisations syndicales, élus locaux, sénateurs, députés, des commerçants et artisans, des habitants de VILLEMUR. 2 500 personnes selon France info et proche de 4 000 manifestants selon le Maire de VILLEMUR.

Il faut signaler, également, que suite à l'intervention de Bernard THIBAULT (après sa visite à VILLEMUR le 30 octobre) auprès des ministères concernés, les représentants des syndicats de MOLEX ont été reçus par Luc CHATEL.

La CGT MOLEX s'oppose à cette délocalisation.

La CGT propose :

- Arrêt des délocalisations,

- Prise en compte des projets de développement,
- Investissements nécessaires à leur réalisation,
- Restitutions des 650 000 \$ de bonus qui ont été détournés par le groupe,
- Embauche en CDI des salariés précaires,
- Paiement du travail effectué pour une société hollandaise.

Face à la direction de MOLEX qui refuse de communiquer les informations nécessaires au CE, les syndicats ont porté plainte au tribunal pour entraves aux prérogatives de comité d'établissement.

La CGT a fait résolument le choix d'une politique industrielle tournée vers les besoins des hommes au détriment d'une politique financière tournée exclusivement vers l'actionnaire.

**Guy PAVAN**

Secrétaire du syndicat CGT MOLEX

## La Poste

La mobilisation grandit dans toute notre région à travers la mise en place dans tous les départements de comités départementaux ou locaux et des très nombreuses signatures de la pétition nationale.

Et le 22 novembre les postiers, les usagers et les élus se sont retrouvés massivement dans la rue, soit en manifestations, soit lors de rassemblements.

Les récentes déclarations gouvernementales sur un éventuel gel du projet de privatisation, n'ont dupé personne. Ce projet ne doit pas voir le jour et des réels moyens doivent être dégagés pour un véritable service public postal.



## Euroserum (82)

Fabien LEMAIRE, Délégué Syndical de l'entreprise réintégré. Grâce à la mobilisation, la raison et le respect de la dignité l'ont emporté sur l'arbitraire! Les conclusions de l'inspection du travail sont claires : la procédure de licenciement était liée au mandat syndical de Fabien.

## Retraites

Le 16 octobre à Toulouse à l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, FGR/FP et de l'ADRA, les retraités étaient dans la rue pour exiger l'augmentation de leur pouvoir d'achat.

Ils étaient près de 4 000 venus du Tarn et Garonne, du Gers, de l'Ariège, de la Haute Garonne et du Tarn à battre le pavé.

La seule réponse du gouvernement et de Nicolas Sarkozy étant de retarder au 1er avril 2009 les augmentations de leurs pensions, tout est mis en œuvre dès aujourd'hui par la CGT pour donner, dans les meilleurs délais, les suites qui conviennent à cette cynique réponse.

# Métallurgie

Le groupe de travail (ministères, GIFAS, DGRH des groupes, syndicats) "Prospectives pour l'emploi, les métiers et les compétences dans l'aéronautique" inscrit sa réflexion dans une simple continuité de l'existant sans laisser la place au débat pour tirer des leçons de l'inefficacité industrielle actuelle. Les seules réflexions portent sur le niveau des délocalisations prévisibles, mais sans rechercher à les maîtriser, recenser les métiers et compétences à conserver comme pour ainsi dire "cœur de métier national"; Examiner l'évolution de la pyramide des âges et dégager les formations nécessaires pour conclure sur les fonds publics nécessaires pour accompagner les processus.

Le 18 novembre 2008, le collectif "Aérospatial et Défense" a réaffirmé les trois objectifs impératifs pour la CGT :

- Que l'ensemble de nos syndicats soit au même niveau d'information, de compréhension, d'argumentation et de propositions
- Que nous portions un message fort pour dire "ça suffit"
- La nécessité de construire des convergences (filière/territoires, bassin d'emploi, Pôle, département, régions) et d'articuler l'activité revendicative construite sur le terrain avec les salariés et les syndiqués.

L'élaboration d'un quatre pages et des assemblées des syndicats CGT de la filière aérospatiale et de la défense par grandes régions de ce secteur sont prévues en début d'année 2009. Ces réunions qui ont pour objectifs de se mettre tous au même niveau et de construire des initiatives ensemble seront organisées avec les comités régionaux et les animateurs fédéraux régionaux et départementaux.

A cette occasion seront également mis en débat l'organisation :

- D'une initiative nationale de mobilisation et de rassemblement en juin 2009 durant la période du salon du Bourget.
- Des Assises Nationales de l'Aérospatiale et de la Défense en octobre 2009.

# Cheminots

1 sous titre ????

**Les 22 et 23 octobre dernier une quarantaine de militants cheminots de Midi-Pyrénées se sont retrouvés dans l'Ariège à Ax-les-Thermes où s'est tenue la Conférence de Secteur, dans les installations du Comité Central d'Entreprise SNCF.**

Invités, Roger Pierre LEMOUZY pour le Comité Régional, et Laurent RUSSEIL au titre de la Fédération des cheminots, ont participé à ces travaux.

Au menu de ces deux journées : Bilan de l'activité du Secteur, débat sur son organisation, sur le projet politique pour le Comité d'Etablissement Régional, préparation des nombreuses échéances électorales et pour terminer la politique des responsables avec l'élection d'une nouvelle équipe de Secteur. Cela a été l'occasion pour Serge BRUN, Secrétaire Général du Secteur de Toulouse depuis novembre 2002, de retracer les temps forts des 6 années où il a été l'animateur des cheminots CGT sur notre région. En 2002 cela commence par la mise en difficulté du fret qui n'en avait pas besoin, et l'avenir de 4 trains de nuit sur la région qui sont sur la sellette. Dans le même temps la Direction commence à véhiculer l'idée que des trains de voyageurs pouvaient se passer de contrôleurs.

Le 23 janvier 2003 la CGT pose symboliquement la 1<sup>re</sup> pierre d'un futur bâtiment de maintenance pour le matériel voyageurs en présence de 600 cheminots, de Bernard THIBAUT et de Didier LE RESTE.

Les luttes sur le dossier "retraites" se multiplient, l'unité se rompt... et plus de cent syndiqués cheminots CFDT rejoignent la CGT en Midi-Pyrénées.

En 2005 c'est la galère du service minimum qui est imposée par la SNCF, 1 419 trains TER sont supprimés par manque de

matériel et de personnel. Les actions de grève se multiplient pour s'opposer à la circulation du premier train privé en France. En 2006 la transformation de l'entreprise en branches d'activités attaque l'entreprise intégrée.

Le 18 octobre 2007, à nouveau pour défendre les retraites et les régimes spéciaux, démontrera la nette opposition des cheminots avec un taux de grévistes historique à 86,36 % tous collèges confondus sur la région !

2008 verra une pluie de mesures antisociales. Le gouvernement avait annoncé un train de réformes, il tient ses promesses et les salariés trinquent.

L'avenir ce sont les échéances électorales et une campagne de 4 mois non stop. Des élections à la Caisse de Retraites SNCF en novembre 2008 jusqu'à celles des DP/CE fin mars 2009, en passant par les Prud'hommes, pas le temps de baisser les bras.

La fin de la conférence a été consacrée à la mise en place d'une équipe de Secteur rajeunie et l'élection du nouveau Secrétaire Général Michel RICCI (42 ans) qui succède donc à Serge BRUN qui partira à la retraite en avril prochain. Bon courage à Michel ! Merci et bonne retraite à Serge.

**Jean-Pierre LEFLOCH**

Secrétariat régional



Michel Ricci succède à Serge BRUN

## Cancéropôle



**Distribution massive de tracts en direction des riverains et des salariés le vendredi 31 octobre 2008 au rond point de Langlade.**

Sensibilisation sur le problème de la dépollution des ballastrières qui pour la CGT, doit être résolu avant la construction de l'hôpital, en 2012. Près de 5000 tonnes de nitrocellulose sont immergées dans quatre étangs artificiels situés à 200 m de la future clinique universitaire du Cancer.

Sensibilisation également sur les problèmes des infrastructures d'accueils des futurs salariés, patients et usagers de ce site. Quelles infrastructures routières, ferroviaires? Quelles capacités de parking?

Sensibilisation sur l'emploi : près de 1100 emplois perdus après l'explosion d'AZF. Combien en seront réellement créés? Quelles conditions de transfert des salariés concernés sur le site?

Ces questions légitimes seront mises en débat lors d'une initiative publique organisée par le Comité Régional courant 2009.

## Formation professionnelle

**Lors d'un forum organisé le 23 octobre 2008 par le Conseil Régional Midi-Pyrénées, les partenaires sociaux ont participé à une table ronde sur la réforme en cours de formation professionnelle.**

*Extraits de l'intervention du Comité Régional CGT :*

Trois axes essentiels ou finalités structurent la position de la CGT dans les négociations en cours sur la réforme de la formation professionnelle.

### 1. Les besoins :

La question du qui détermine les besoins répond à plusieurs préalables :

La formation développe à la fois la compétence collective de l'entreprise et répond aux besoins des individus, qu'ils aient un contrat de travail ou qu'ils soient privé d'emploi.

Chaque personne en formation doit pouvoir faire valider ses acquis par une vraie certification, à savoir celles inscrites dans le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP). Il s'agit bien sûr de la reconnaissance de la qualification mais pas uniquement.

Cette approche de la formation et du parcours de formation doit s'inscrire dans le cadre d'un parcours professionnel sécurisé par la reconnaissance et la validation des acquis.

### 2. La détermination des moyens :

La valeur ajoutée attendue d'une formation doit avant tout être centrée sur la réponse proposée aux besoins des bénéficiaires, individuellement ou du point de vue du territoire. Cette question renvoie à la conception acceptée ou non pour le décideur et financeur de formation d'un service public de formation professionnelle. Globalement il s'agit du maintien de la cohésion sociale par le libre accès à tous à la formation de qualité, qualifiante et certificative.

La question de notre service public de formation que constitue, constituait, l'AFPA est dans ce cadre là posée de manière explicite.

### 3. La revendication majeure de la CGT :

Dans le cadre de sa revendication d'un nouveau statut du travail salarié, la CGT demande que chaque salarié puisse consacrer à minima 10 % du temps collectivement travaillé pour sa formation.

**José Rodriguez**

*Animateur du groupe de travail régional "Emploi-Formation"*

## A vos agendas...

**Jeudi 22 janvier 2009**

à 9h00, l'AFPA Toulouse.

**Journée d'étude  
"Formation  
professionnelle et  
action syndicale"**

**Mardi 3 février 2009**

à 9h00, salle du marché gare  
à Montauban.

**Assises régionales  
"L'accès aux soins,  
de la naissance  
à la fin de vie"**

**Jeudi 5 février 2009**  
**Assemblée Générale  
annuelle de TLC**



# Elections dans la Fonction Publique Territoriale

## La CGT se renforce en Midi-Pyrénées

Dans une dépêche en date du 14 novembre, La Gazette des Communes note : "Le premier tour des élections professionnelles du 6 novembre 2008 commence à livrer ses premiers résultats, et enseignements. Il s'agit de résultats partiels, sur plus de la moitié des votants, qu'a pu se procurer la Gazette, en l'absence de communication officielle. Ils sont donc susceptibles de modifications en fonction des résultats non encore connus et surtout du deuxième tour qui a lieu partout où le chiffre de 50 % de votants n'a pas été atteint. Pour les commissions administratives paritaires (CAP) : La CGT obtiendrait 32,8 % des voix. Pour les comités techniques paritaires (CTP) : La CGT serait à 33,3 %".

La Gazette relève qu'en "première analyse, et en considérant que ces résultats restent partiels, on constate une montée de la CGT et une baisse de la CFDT et de FO, par rapport au scrutin de 2001."

### RÉSULTATS EN MIDI-PYRÉNÉES :

Dans l'ensemble, les résultats sont en progression sur l'ensemble de notre région.

Dans le LOT : Outre les commissions déjà présentes au Centre de Gestion de la Fonction Publique et dans certaines collectivités, plusieurs CTP nouveaux sont mis en place (au-delà de 50 agents) et où il n'y avait donc pas de syndicats présents (ou très peu). Les résultats pour la CGT sont très positifs puisque nous avons gagné sur des CTP nouvellement mis en place et sur d'autres existants ou au pire, maintenu sur les autres. Les résultats vacille entre 36,61 % et 100 %.

### Dans la HAUTE-GARONNE :

La progression est quasi générale, mais le quorum n'ayant pas été atteint pour le centre de gestion en CTP, il y aura un deuxième tour.

La CGT frôle la 1<sup>re</sup> place au conseil général avec 29,60 % en CTP (progression de 14,24 %). Il est à signaler qu'il ne manquait qu'une soixantaine de voix pour être 1<sup>re</sup> organisation syndicale au CONSEIL GENERAL et 16 voix pour obtenir un 3<sup>e</sup> élu en CTP (peut être l'appel au boycott des élections pro par le SGPEN avec la FSU y est pour quelque chose...)

La CGT Mairie de Toulouse marque une progression de 4,15 % avec des élus pour la 1<sup>re</sup> fois en CAP catégorie A ainsi qu'une très forte progression du CCAS.

Au SDIS 31 la CGT Passe 1<sup>re</sup> organisation.

**Dans les HAUTES-PYRENEES :** La CGT reste majoritaire avec + de 35 % sur le département; Le SDIS 65 fait + de 46 %, le CONSEIL GENERAL 48,72 %.

Le GRAND TARBES 43,85 % et la Mairie de TARBES obtient en CTP + de 79 %

Il ait des chiffres qui se passent de tout commentaire...

### VOTE MASSIF POUR LA CGT

Pour un Service Public Territorial fort

**Dans le GERS :** La CGT passe 1<sup>re</sup> organisation sur le département avec une très forte progression partout.

**Dans le TARN-ET-GARONNE :** La CGT progresse partout et passe ici aussi 1<sup>re</sup> organisation. Le CONSEIL GENERAL obtient + de 30 %; les Mairies de MONTAUBAN, de CAUSSADE de CASTELSARRASIN, de BEAUMONT DE

LOMAGNE obtiennent toute entre 60 % et 100 %

Il y aura un deuxième tour le 11 décembre pour le CTP DEPARTEMENTAL, le quorum n'ayant pas été atteint

**Dans le TARN :** les chiffres varient entre 22 % et 26 % au CONSEIL GENERAL et à la Mairie de CASTRES et CCAS, + de 40 % à la Mairie d'ALBI et à TRIFYL et + de 68 % au C2A (avec un 100 % à la Communauté de communes du Carmausin).

Au CTP DEPARTEMENTAL : Pas de quorum. Les agents vont devoir revoter le 11 décembre.

**Dans L'AVEYRON :** Pas de quorum Au CTP DEPARTEMENTAL. Les agents vont devoir revoter le 11 décembre. Les autres résultats sont bons, voir très bon. La CGT progresse. Quelques exemples : les mairies de DECAZEVILLE et de CAPDENAC ainsi que la Communauté de commune Decazeville-Aubin font 100 %. La mairie d'AUBIN fait près de 60 %, la Mairie de Villefranche de Rouergue près de 70 %, la Mairie de RODEZ fait 47 % et MILLAU 37,38 %.

**Dans L'ARIEGE :** La CGT confirme sa 1<sup>re</sup> place dans l'ensemble des collectivités. Quelques chiffres en CTP : Au CONSEIL GENERAL : 55,05 %, à la Mairie de FOIX



# ??????

????

48,63 %, à la Communauté de Commune de FOIX 50 % et au CTP DEPARTEMENTAL (Centre de Gestion) : 65,12 %.

Aux mairies De LAROQUE D'OLMES, de LAVELANET, de MIREPOIX et de TARASCON, la CGT est seule et fait 100 %.

Sur les autres collectivités, elle tourne entre 42 % et 54 %. SDIS 09, CTP : 34,00 % soit 2 sièges; CHS : 38 % soit 2 sièges.

Les premiers résultats des élections professionnelles du 6 novembre 2008 montrent une progression de la CGT et la confortent

dans sa place de 1<sup>re</sup> organisation dans la fonction publique territoriale sur Midi-Pyrénées.

Le vote massif des agents au 1<sup>er</sup> tour pour la CGT montre que notre organisation est bien en phase avec les attentes des agents de la fonction publique territoriale. Il nous permet aussi d'adresser un message clair : oui, il y a besoin dans ce pays d'un service public territorial fort pour répondre aux besoins des populations. Ce résultat nous permet d'être en situation d'amplifier les lut-

tes et de construire le rapport de force nécessaire pour gagner sur les revendications, et notamment sur les salaires, une des premières préoccupations de tous les salariés, privé ou public.

**Nathalie METCHE**

*Animatrice régionale FD Services Publics  
Membre du Comité Régional*



# Elections prud'homales

Progrès en voix, en pourcentage et en sièges de la CGT

**La CGT progresse en voix et en pourcentage aux élections prud'homales du 3 décembre 2008.**

C'est un message clair des salariés en direction des pouvoirs publics et du patronat pour que leurs droits soient respectés et leur situation améliorée, dans un moment où tout est fait pour leur faire payer la crise.

**Ce résultat place la CGT très largement en tête de toutes les organisations syndicales.**

C'est la première fois depuis 30 ans que la CGT enregistre un tel progrès qui se traduit dans toutes les sections et dans la quasi-totalité des départements. Avec 33,97 % de voix, la CGT atteint son meilleur score depuis 20 ans dans des élections prud'homales.

C'est d'autant plus significatif que la participation au scrutin connaît une nouvelle baisse, dont la responsabilité incombe très largement à des conditions particulièrement déplorables d'organisation du scrutin.

La désinvolture avec laquelle cette élection, unique en son genre, a été organisée, pas plus que l'absence d'espace d'expression dans les médias, témoignant d'une crainte du résultat que pourrait donner une forte mobilisation des électrices et électeurs sont inacceptables.

Ce résultat place la CGT très largement en tête de toutes les organisations syndicales. Cela lui confère des responsabilités importantes pour construire une démarche syndi-

cale soucieuse du rassemblement et de l'unité d'action.

A l'appui de ce résultat, gagné par un intense travail de tous ses syndiqués, la CGT entend plus que jamais aller à la rencontre des salariés et construire avec eux et avec elles le syndicalisme conquérant, offensif, rassembleur et démocratique qu'ils viennent d'encourager.



## RÉSULTATS NATIONAUX 2008 TOUTES SECTIONS

	2008	2002
<b>CGT</b>	<b>33,97 %</b>	<b>32,20 %</b>
CFDT	21,80 %	25,10 %
FO	15,81 %	18,2 %
CFTC	8,70 %	9,60 %
CFE-CGC	20 %	6,97 %
Unsa	6,25 %	4,96 %
Solidaires	3,82 %	1,50 %
Divers	1,42 %	1,53 %

# ????

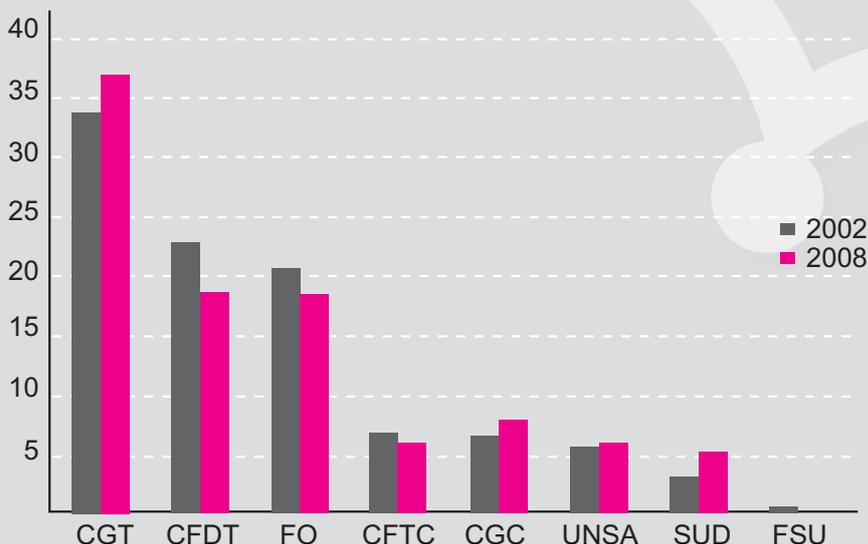


# ????

## EN MIDI-PYRÉNÉES

La CGT renforce sa place de 1<sup>re</sup> organisation syndicale.

Les résultats des élections prud'homales dans notre région sont à l'image des résultats nationaux. La CGT enregistre une progression importante en Midi-Pyrénées de 3,28 %. C'est un vote de confiance au syndicalisme de mobilisation et d'actions, de contestations et de propositions. Les conditions du scrutin n'ont pas permis une participation importante des salariés bien au contraire, ils ont rencontré de nombreuses difficultés pour voter. La CGT Midi-Pyrénées remercie les militants et les salariés qui se sont mobilisés pour obtenir ce résultat.



ELECTIONS PRUD'HOMMALES 2002 MIDI-PYRENEES

		Inscrits	Votants	Exprimés	% votants	Cgt		CFDT		F O		CFTC		CFE/CGC		UNSA		Sud Solidaires		F S U	
						voix	%	voix	%	voix	%	voix	%	voix	%	voix	%	voix	%	voix	%
Département	09	29496	11237	10712	38,10%	5818	54,31%	1506	14,06%	1804	16,84%	299	2,79%	454	4,24%	592	5,53%	117	1,09%	122	1,1%
	12	63550	26662	25520	41,95%	7328	28,71%	7068	27,70%	6725	26,35%	1956	7,68%	997	3,91%	1446	5,67%	0	0%	0	0,0%
	31	318619	104859	101880	32,91%	31382	30,80%	21326	20,93%	21132	20,74%	7772	7,63%	9012	8,85%	5958	5,85%	5298	5,20%	0	0,0%
	32	34025	11138	10708	32,73%	3643	34,02%	2829	26,42%	2001	18,69%	590	5,51%	690	6,44%	690	6,44%	265	2,47%	0	0,0%
	46	36372	14204	13692	39,05%	6155	44,95%	3199	23,36%	2307	16,85%	949	6,93%	541	3,95%	541	3,95%	0	0,00%	0	0,0%
	65	51582	20203	19584	39,17%	7471	38,15%	5622	28,71%	3124	15,95%	1066	5,44%	1192	6,09%	1109	5,66%	0	0,00%	0	0,0%
	81	78356	30937	29798	39,48%	9459	31,74%	7754	26,02%	6080	20,40%	1687	5,66%	1742	5,85%	1796	6,03%	1280	4,30%	0	0,0%
	82	44528	16964	16319	38,10%	5831	35,73%	2916	17,87%	4368	26,77%	1159	7,10%	796	4,88%	1109	6,80%	140	0,86%	0	0,0%
	<b>Totaux</b>	<b>656528</b>	<b>236204</b>	<b>228213</b>	<b>35,98%</b>	<b>77087</b>	<b>33,78%</b>	<b>52220</b>	<b>22,88%</b>	<b>47541</b>	<b>20,83%</b>	<b>15478</b>	<b>6,78%</b>	<b>15424</b>	<b>6,76%</b>	<b>13241</b>	<b>5,80%</b>	<b>7100</b>	<b>3,11%</b>	<b>122</b>	<b>0,1%</b>

ELECTIONS PRUD'HOMMALES 2008 MIDI-PYRENEES

		Inscrits	Votants	Exprimés	% votants	Cgt		CFDT		F O		CFTC		CFE/CGC		UNSA		Sud Solidaires		F S U	
						Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%	Voix	%
Département	09	32029	10515	10236	32,83%	5829	56,95%	1019	9,96%	1506	14,71%	355	3,47%	396	3,87%	579	5,66%	552	5,39%	0	0,00%
	12	66678	23674	22979	35,50%	7150	31,12%	4937	21,48%	6021	26,20%	1181	5,14%	1164	5,07%	1399	6,09%	1192	5,19%	0	0,00%
	31	399135	107062	103639	26,82%	35516	34,27%	17667	17,05%	19284	18,61%	8291	8,00%	10701	10,33%	6165	5,95%	6015	5,80%	0	0,00%
	32	39980	11092	10761	27,74%	4030	37,45%	2284	21,22%	1977	18,37%	405	3,76%	790	7,34%	627	5,83%	648	6,02%	0	0,00%
	46	38159	12547	12199	32,88%	5275	43,24%	2679	21,96%	1906	15,62%	541	4,43%	809	6,63%	582	4,77%	407	3,34%	0	0,00%
	65	55693	18259	17819	32,79%	7399	41,52%	4230	23,74%	2580	14,37%	764	4,29%	1183	6,64%	896	5,03%	787	4,42%	0	0,00%
	81	85094	27718	26882	32,57%	9953	37,02%	5728	21,31%	4741	17,64%	1536	5,71%	1636	6,09%	1735	6,45%	1553	5,78%	0	0,00%
	82	53187	15191	14738	28,56%	6103	41,41%	2585	17,54%	3072	20,84%	553	3,75%	881	5,98%	997	6,76%	547	3,71%	0	0,00%
	<b>Totaux</b>	<b>769955</b>	<b>226058</b>	<b>219253</b>	<b>29,36%</b>	<b>81255</b>	<b>37,06%</b>	<b>41129</b>	<b>18,76%</b>	<b>41067</b>	<b>18,73%</b>	<b>13626</b>	<b>6,21%</b>	<b>17560</b>	<b>8,01%</b>	<b>12980</b>	<b>5,92%</b>	<b>11701</b>	<b>5,34%</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>

## Rencontre avec...

Je m'appelle **Agnès BATSALLE** et je suis née en 1960.

Elevée dans la cité ouvrière (Cité Papus) de l'ONIA qui deviendra plus tard AZF, j'ai eu une enfance heureuse



entre une mère employée administrative et un père ouvrier (parti hélas trop tôt) qui était secrétaire CGT de l'ONIA.

Je rentre à l'hôpital de Foix en 1987 comme agent hospitalier.

En 1989, je prends ma carte à la CGT avant de partir à l'école d'infirmière. Pendant mes études d'infirmière, je fais aussi des études de Médecine Traditionnelle Chinoise qui me permettront de faire un stage dans un hôpital de Shanghai et d'avoir ainsi une approche plus globale de la personne soignée.

En 2001, j'intègre le bureau de la CGT du CHIVA et devient membre du CHSCT.

En 2004, je deviens membre de l'USD.

En 2007, je rejoins l'équipe CGT du CESR. C'est une nouvelle expérience de militantisme mais je remarque que là aussi la parité est loin d'être réelle et que la jeunesse est quasiment inexistante au CESR.

Aujourd'hui en France, la vie d'un salarié est de plus en plus difficile. Le service public est de plus en plus mis à mal par le gouvernement.

La santé devient un enjeu important et la lutte doit être forte pour que l'on offre des soins de qualité POUR TOUS. Je dis bien POUR TOUS. Personne ne doit rester sur le bord de la route et qui peut mieux défendre le service public aujourd'hui que la population elle-même mais aussi le personnel hospitalier.

Pour cela, il faut un syndicalisme fort et uni, ou le travail sur le terrain reste un enjeu primordial.

J'essaie de faire de mon mieux pour porter les idées de la CGT au sein du CESR, et même si mon mandat me prend beaucoup de temps, je reste une militante de terrain. Concilier travail et militantisme n'est pas toujours facile, mais ô combien enrichissant.

# Actualité de l'activité CGT

## La formation : Un enjeu majeur

**Le CESR a rendu un avis sur la formation professionnelle et les conséquences de la réforme en cours. La CGT a voté cet avis reprenant une bonne partie de ses propositions.**

La formation ne peut être un produit, source de profit. C'est un bien public qui doit servir l'intérêt général. A ce titre la formation est une mission de service public.

Pour la CGT, la réflexion doit partir :

- de l'intérêt des salariés en activité ou privés d'emploi.
- du parcours professionnel du salarié intégrant la formation tout au long de sa vie
- de la Sécurité Sociale Professionnelle et du Nouveau Statut du Travail Salarié
- d'un service public de formation professionnelle fort et seul garant de la justice sociale

Pour le salarié, le projet et le parcours professionnels participent d'un projet de vie. Ils visent l'acquisition et le perfectionnement des compétences à finalité professionnelle mais aussi l'émancipation de la personne. A ce titre doivent être intégrées :

- la promotion sociale
- l'émancipation citoyenne et culturelle
- l'intégration professionnelle locale
- la transférabilité sur le marché du travail des compétences et des qualifications acquises
- la reconnaissance des acquis par une certification nationale

L'égalité d'accès et de traitement est garantie par l'AFPA, service public de la formation. L'AFPA intègre l'orientation, la formation, mais aussi l'hébergement et la restauration à un coût modeste. L'unique opéra-



teur de service public réunissant ces conditions doit être préservé par la Région et soutenu par notre organisation.

La Région est garante de l'intérêt public. Elle doit coordonner les différents dispositifs de formation existants.

La CGT a rappelé que des questions restaient ignorées :

- Les difficultés d'accès à la formation des salariés des PME et des TPE
- L'inégalité professionnelle comme le non accès à la formation pour les femmes
- L'instrumentalisation par les entreprises du Congé Individuel de Formation et du Droit Individuel à la Formation.
- Le danger des Certificats de Qualification Professionnelle "maison".

La journée d'étude du 22 janvier 2009 permettra de répondre à ces questions et préparer notre mobilisation à tous les niveaux.

# Avis sur la conjoncture 2008



Assemblée plénière du 25 novembre 2008

## **Déclaration de Jacky GAILLAC au nom du groupe CGT** (Extraits)

(...) La crise économique qui affecte l'économie mondiale ne saurait se limiter au qualificatif de crise financière, il s'agit bien d'une crise systémique, la crise du système capitaliste contemporain. Elle est le résultat de décennies de politiques libérales qui ont fait le choix de préserver et d'accroître la rentabilité du capital au détriment de la valorisation du travail. L'insuffisance des salaires et des retraites a conduit à l'endettement, avec les développements que l'on sait !

A trop chercher un taux de rentabilité à deux chiffres, les entreprises ont oublié que la production de richesse se nourrit d'abord de réalité : cela nécessite d'investir dans l'appareil de production, dans la recherche et de créer des emplois stables, qualifiés et correctement rémunérés.

La CGT ne peut se satisfaire d'une attitude qui tendrait à minorer la situation au nom d'un risque de perte de confiance du consommateur. Nous ne doutons pas, malheureusement, du fait qu'en l'absence de politiques volontaristes, la crise est loin d'a-



voir produit tous ces effets.

(...) Retraités, salariés du privé comme du public, patrons de PME en faillite, artisans, intérimaires, étudiants, font maintenant partie des nouveaux pauvres. Les plus de 50 ans et les familles mono parentales, le plus souvent des jeunes femmes, sont parmi les plus touchés. Rappelons que ce sont eux qui subissent en premier le chômage. A Toulouse, la fréquentation des points de distribution alimentaire de la Croix Rouge a doublé au cours des 3 derniers mois. (...) La CGT ne peut se satisfaire des 90 000 destructions d'emplois prévues par le gouvernement pour l'année prochaine ! (...) Il est de notre responsabilité, à tous, de définir et de mettre en œuvre une autre politique au service du développement et du plein emploi.

(...) Soutenir les banques sans demander de contrepartie, moraliser la finance sans réelle mise en cause des paradis fiscaux, injecter massivement des capitaux sans mesurer le déséquilibre entre économie financière et économie réelle... sont autant de risques de voir survenir très rapidement une crise encore plus grave.

Pour la CGT, le temps est venu :

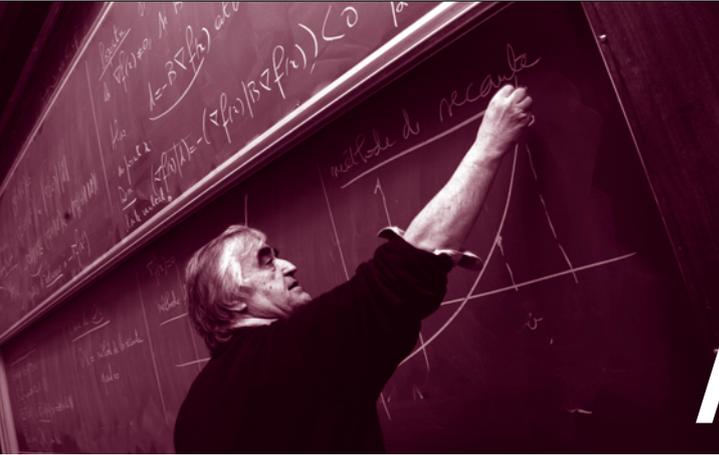
- De développer une politique industrielle digne de ce nom au service de l'économie et de l'emploi
- De reconnaître la place du travail
- D'orienter, et même si nécessaire de développer, les dépenses publiques pour le service de l'intérêt général, de la collectivité. (...)
- De créer un pôle public financier à destination du financement des entreprises et des collectivités locales

- De développer, voire d'inventer, les droits d'intervention des salariés

Cette crise aura au moins eu un point positif : le retour en grâce de la notion d'Etat ! Ne doit-on pas d'ailleurs se poser la question du contrôle public de certains secteurs ? Un exemple : les prêts aux collectivités méritent d'intervenir dans un cadre sécurisé, rappelons que la banque Dexia (...) est issue d'un établissement public, la Caisse d'Aide à l'Équipement des Collectivités Locales. Cette même banque Dexia (...) se positionnait encore il y a quelques mois en concurrent des comptables du Trésor Public. La gestion des collectivités locales affiche bien des convoitises ! Démonstration est faite aujourd'hui de l'absolue nécessité de la sécuriser. (...)

La conjoncture en Midi-Pyrénées, c'est aussi l'application de la Révision Générale des Politiques Publiques, et la casse des services publics. (...) tous les secteurs sont concernés. (...) La CGT a exigé devant le Préfet de région un moratoire sur toutes ces réorganisations. Les citoyens de Midi-Pyrénées doivent pouvoir mesurer leurs effets, nous demandons qu'un audit soit réalisé pour tous les territoires. Sur cette question, le Conseil Régional pourrait saisir le CESR pour actualiser la contribution sur les services publics rendue lors de l'élaboration du SRADT, au regard des évolutions actuelles, notamment de la RGPP. Cette saisine serait un point d'appui au Grenelle des territoires demandé par Martin Malvy. (...)

**Avis voté par la CGT**



# AFPA

## Danger sur la formation professionnelle.

Depuis les années 80, la décentralisation tout azimut a produit de multiples lois et décrets. Mais en 2004 la décentralisation du service public de la formation professionnelle a pris un nouveau tournant.

Dans ce paysage, l'AFPA est dans l'œil du cyclone depuis 2004 où la décentralisation de la compétence de formation professionnelle a débuté et doit s'appliquer pleinement le 1er janvier 2009. Parallèlement à cela, les lobbies privés de la formation professionnelle (FFP : Fédération de la Formation Professionnelle) n'ont cessé d'attaquer ce service public et en particulier l'AFPA.

Mais depuis 2007, la résistance s'organise : en réponse, les militants et responsables CGT de notre syndicat avec l'aide précieuse du comité régional et de la confédé-

ration CGT ont fait le travail d'information, de sensibilisation nécessaires auprès des décideurs politiques et dans les différentes instances où la CGT est présente : CESR, COPIRE... Ainsi, au printemps et cet été, une intersyndicale AFPA a été reçue par le Président Conseil Régional Midi-Pyrénées pour exprimer les problématiques auxquelles l'AFPA est confrontée (concurrence, démantèlement) et les risques inhérents.

Il en est ressorti que le Conseil Régional en lien avec l'Association des Régions de France (ARF) perçoit mieux le rôle de l'AFPA comme élément à part entière d'un service public de formation professionnelle.

Deux temps forts revendicatifs se sont déroulés cette année pour la défense du service public de formation professionnelle que

l'AFPA représente : 2 500 salariés sur 12 000 ont manifesté le 29 mai à Paris et 50 % du personnel était en grève et manifestait dans toute la France le 13 novembre contre le démantèlement de l'AFPA.

Espérons que le paysage s'illumine en 2009.

**Le service global que propose l'AFPA aux salariés en activité ou privés d'emplois, sur l'ensemble du territoire, c'est : une orientation pour construire le parcours professionnel, un parcours de formation qualifiant et diplômant, un accompagnement social, médical, psycho-pédagogique et vers l'emploi et des services associés (hébergement gratuit, restauration à prix réduit)... C'est un Service Public !**

## Assemblée Générale TLC\* Faire vivre "le droit aux vacances pour tous" !

Le Comité Régional a débattu, lors de sa dernière réunion de la préparation de l'Assemblée générale de TLC qui se tiendra le 5 février prochain. La discussion a permis de réfléchir à l'ambition que veut porter le CR CGT pour son association, de définir une conception de la préparation de l'AG en prise avec les adhérents et les organisations de la CGT et de déterminer des objectifs de travail pour y parvenir.

Il ressort de ce débat quelques éléments forts :

- la CGT réaffirme avec force le besoin d'un outil permettant de défendre le droit aux vacances, aux loisirs et la culture pour tous.
- TLC est l'outil de la CGT pour mettre en œuvre cette orientation mais TLC ne peut

se substituer à la CGT pour définir et impulser une démarche revendicative qui inscrive cette ambition du droit aux vacances pour tous.

- L'outil TLC est mal connu des organisations de la CGT et de plus il est trop souvent mis en concurrence avec d'autres organismes qui n'appartiennent pas au champ associatif encore moins au tourisme social !
- le Comité Régional considère qu'il faut à la fois agir en direction des organisations CGT, CE et équivalents pour faire mieux connaître notre outil, ses valeurs et il faut également que TLC soit porteur d'un projet solidaire qui mette mieux en évidence ses valeurs fondatrices. C'est pourquoi le

CR CGT propose qu'à l'issue de l'AG de TLC soit décidé la réalisation d'un projet solidaire (week-end mer ou montagne) pour l'hiver ou l'été 2010 permettant à plusieurs centaines de salariés de Midi-Pyrénées qui n'en ont pas la possibilité de bénéficier d'un week-end de détente, d'échange et de solidarité.

Pour s'inscrire dans cette construction le CR CGT a retenu le principe de préparer l'AG de TLC avec les directions d'UD et les collectifs régionaux de professions. A suivre ... !

*\* TOURISME LOISIRS CULTURE adhérente de l'ANCAVTT, fondée par les UD CGT et les Comités d'entreprises de MIDI-PYRENEES.*

## Institut Régional du Travail



### Calendrier des formations CGT 2009

Mois	Thèmes	Dates	Durée	Public	Remarque
Février	Défense du salarié	9 et 10 février	2 jours	Conseillers du salarié et conseillers prud'hommes	
Mars	Représentativité syndicale	23 et 24 mars	2 jours	Responsables syndicats, professions et interprofessionnels	
Avril	Diagnostic et projet dans le travail syndical	27 et 28 avril	2 jours	Responsables syndicats, professions et interprofessionnels	
Mai	Enjeux d'une politique régionale des infrastructures de transport	18 et 19 mai	2 jours	Responsables syndicats, professions et interprofessionnels, Conseillers économiques et sociaux	
Juin	Conception et organisation du travail collectif	22 et 23 juin	3 jours	Responsables syndicats, professions et interprofessionnels Conseillers économiques et sociaux	
Août	Session Comité régional	Semaine 35 Sous réserve	2 jours	Secrétaires d'unions départementales, responsables de branches professionnelles, membres du comité régional	Formation délocalisée (Aveyron)
Septembre	Développement économique régional et intervention syndicale	21 et 22 septembre	2 jours	Conseillers économiques et sociaux	
Octobre	Formation professionnelle	26 et 27 octobre	2 jours	Responsables syndicats, professions et interprofessionnels Représentants des instances paritaires	
<b>Total</b>	<b>17 jours</b>				

# C'était annoncé !...

## Le 14 octobre 2008, Martine fêtait son départ à la retraite.

1996 à RODEZ, tu deviens secrétaire régionale succédant à Michel SALVAYRE. Une femme à la tête de la région CGT c'est historique titrent les journaux de l'époque Centre Presse écrit "une femme bien décidée à poursuivre la réflexion sur le renouveau du syndicalisme et aussi en favorisant les femmes militantes dans l'organisation"

Femme de conviction et de caractère, tu affrontes le débat, sans détours, fais face aux désaccords aux critiques, souvent très usants. Tu es pour l'essentiel l'artisan de ce qu'est le Comité Régional aujourd'hui. Tu peux en être fière et nous t'en remercions.

Je te remercie en mon nom et au nom du comité régional.  
Je veux associer SIMON et BENOIT tes enfants, je sais combien ils sont fier de leur mère et CLAUDE, militant lui aussi, qui t'a, épaulé durant toutes ces années.  
Nous vous souhaitons beaucoup de bonheur!  
Au nom du Comité régional, Martine nous te remercions une nouvelle fois pour tout ce que tu as fait pour les salariés et la CGT, et nous te souhaitons toute la réussite dans ton nouveau projet qui servira la CGT.



